

ÉDITO

Flambée de violence chez les patrons français



Alexandre MEDVEDOWSKY

est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFFIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

Le Covid 19 aurait-il eu un effet inattendu sur l'ego et le taux de testostérone des grands patrons français? C'est par cette question insolite qu'Isabelle Chaperon, journaliste au Monde, s'interrogeait dans un brillant et récent article pour constater que les mœurs et pratiques des milieux d'affaires se rapprochent dangereusement de celles des politiques.

Aux maux traditionnels du capitalisme français serait venu s'ajouter l'ego désormais survitaminé des grands patrons pour donner naissance à un cocktail explosif dont les détonations successives, Veolia-Suez, Covea-Scor, Unibail, Terreos, Amber-Vivendi-Lagardère, ont résonné dans notre automne confiné.

Si l'explication reste incertaine, en revanche le constat est sans appel. Au moment où il n'est question que de capitalisme responsable, inclusif et paritaire, où les notions d'éthique dans les affaires et de bonne gouvernance progressent, les méthodes de l'ancien monde prospèrent elles aussi. Intimidations et citations directes au tribunal correctionnel se multiplient. Convenances, règles non-écrites de la vie des affaires, manières policées de l'establishment financier volent en éclat.

REGARD D'EXPERT

Qui succédera à Angela Merkel?



Michel MEYER

Écrivain et journaliste, Michel MEYER a été correspondant en Allemagne pendant une quinzaine d'années au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture. Il devient ensuite directeur de l'information de Radio France, avant de participer à la création de France Info en 1987. Il a également publié plusieurs ouvrages, notamment son « Dictionnaire amoureux de l'Allemagne » aux éditions Plon, en 2019.

Avoir été élu le 14 janvier 2021 chef de la Chrétienne-démocratie n'implique pas forcément que le nouveau président de la CDU soit pour autant, quelques mois plus tard, désigné comme candidat à la chancellerie de Berlin. Cette deuxième bataille - arbitrée par 10 000 membres du parti - aura donc lieu, très vraisemblablement en avril / mai, après les deux élections régionales du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie-Palatinat.

Deux postulants chrétiens-démocrates, Armin Laschet, patron respecté du plus puissant Länder allemand qu'est la Rhénanie-Westphalie, et Norbert Röttgen, ancien ministre de l'environnement de la chancellerie Angela Merkel, s'étaient posés en rivaux dans plusieurs sondages préliminaires éclipsant Friedrich Merz, un pré-favori d'ascendance huguenote par sa mère. Ce dernier n'a pas disparu pour autant, très soutenu par les milieux d'affaires allemands au titre de ses mérites d'ancien numéro 1 européen du fond d'investissement américain Blackrock.

Dans cette compétition, certains candidats putatifs se montrent bien plus résignés que combattifs. Tel est le cas de Jens Spahn, l'actuel ministre de la santé de Berlin, qui s'est rallié à Laschet. Röttgen, lui-même, hier favori possible, fait mine aujourd'hui de se compter parmi des perdants résignés ainsi d'ailleurs que le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas qui, bien peu charismatique, s'est prudemment tenu hors de cette course.

Aucun ne perd cependant totalement espoir car il se pourrait bien que, comme souvent dans l'après-guerre, une coalition noire/jaune, des Chrétiens-Démocrates et des libéraux apparaisse comme seule garante d'une économie de marché offensive pour laquelle milite le leader du parti libéral-démocrate Christian Lindner.

Laschet / Söder / Merz: chacune de ces trois figures chrétienne-démocrates est aujourd'hui en situation de bénéficier des suffrages, à hauteur de 35 % des voix, score supposé de la démocratie-chrétienne. Une performance peu exceptionnelle pour une vitrine peu convaincante. Surtout dans une Allemagne nostalgique d'un juste milieu politique présentement introuvable. Sauf à imaginer que, par impossible, l'actuelle chancellerie, qui a épisodiquement impressionné son monde par sa gestion de la crise sanitaire actuelle, se présente une cinquième fois. Cette réussite impressionnante d'Angela Merkel ne gomme pas

Sans appel, le constat n'est cependant pas sans précédent. L'âpreté n'est pas un fait nouveau et les temps anciens ont eu leur part de barbarie. Les Tontons flingueurs ne datent pas de l'automne 2020 mais de 1963. Déjà à cette date, la vie du capitalisme français n'était pas un long fleuve tranquille et c'est en 1968 que BSN lança son OPA sur Saint-Gobain. Ce qui est en revanche inédit, c'est l'irruption dans l'affrontement de nouveaux intervenants, la fin de ce qui était souvent une sorte d'entre-soi.

Comme au théâtre, comme dans les bons vieux westerns, les batailles boursières obéissaient à des règles bien établies avec des intervenants bien définis. Au centre, les grands patrons accompagnés des grands banquiers mobilisant à leur profit leurs ressources financières et leurs réseaux d'influence. A leurs côtés, comme il se doit, un arbitre, le Gouvernement, incarnation de l'intérêt général, souvent accompagné par une autorité de régulation. Sur le banc, divers conseillers, parfois occultes, parfois publics. Dans les tribunes les médias et les actionnaires à qui, de même qu'aux jeux romains, était censé revenir la décision finale. Enfin de façon épisodique, un ou plusieurs intervenants extérieurs, syndicats, universitaires ou juges mais toujours de commerce ou civils.

Aujourd'hui, comme dans le théâtre moderne et comme dans les westerns revisités, les stéréotypes ont changé de même que les règles du jeu si tant est que subsistent des règles. Certains personnages nouveaux sont apparus. Le fonds activiste en est l'une des figures les plus remarquables, surtout lorsqu'il s'exprime publiquement et vend à découvert, double novation qui leur a permis de déstabiliser à peu de frais et à bon compte de nombreux patrons. Le juge pénal est une autre figure notable, d'autant plus intéressante qu'elle peut être actionnée par les intervenants traditionnels, comme nous l'a démontré récemment Denis Kessler. Enfin, dernier venu mais pas des moindres, le peuple des boursicoteurs imprévisibles, doté d'une véritable puissance de feu potentiellement dévastatrice. Cette révolte des gueux ne sera peut-être qu'éphémère mais aujourd'hui, la tempête fait rage et les plus intrépides, Muddy Waters et Carson Block en tête, se sont mis à l'abri.

Les règles de la démocratie actionariale continuent parfois de s'ap-

pliquer. L'affrontement sur Unibail en est l'exemple; le plus souvent, d'autres règles prévalent. Le pénal tient le civil en l'état. Le rapport de force exclut la rationalité économique et financière. L'arbitre, que ce soit le Gouvernement ou l'autorité de régulation, se voit contester son autorité. Quelques réflexes de base demeurent. L'unité se reconstitue spontanément face à la menace extérieure qu'elle vienne du Canada, de Chine ou de deux cousins de province mutualistes. Les victoires sur les théâtres d'opérations extérieurs sont célébrées.

Aujourd'hui, les marchés, et en particulier les marchés d'actions, alimentés à guichet ouvert par les banques centrales, sont en état non plus d'exubérance mais d'ébullition. Plus que des questions d'ego, la configuration actuelle des marchés explique pour l'essentiel les débordements dont on constate qu'ils ne sont pas propres à la France. Qu'advient-il lorsque, comme toute conjoncture, l'actuelle conjoncture boursière se sera modifiée? Le calme reviendra-t-il après la tempête? Le retour à l'ordre ancien est-il envisageable? Je ne le pense pas.

Concernant les acteurs, si on peut s'interroger sur la durabilité de l'intervention des particuliers dans les batailles boursières, en revanche le montant de poudre sèche accumulée par les fonds d'investissement devrait leur permettre de surmonter leurs récents déboires et de continuer à s'inscrire sur le devant de la scène. De même, le juge qu'il soit civil ou pénal continuera à être un recours incontournable pour dire le droit. L'incertitude demeure en revanche pour le politique et la capacité des gouvernements à jouer les arbitres en dernier recours. Leur parole est affaiblie, leurs moyens sont peu nombreux et leur appétence à prendre des coups pour des bénéfices politiques incertains risquent de les tenir éloignés de ces champs de bataille avec l'exception notable des combats pour la souveraineté nationale.

A terme, un retour à une certaine rationalité économique et financière semble néanmoins prévisible. L'expérience apprend que les valorisations stratosphériques et les endettements monstrueux sont parfois possibles mais toujours temporaires. Le retour aux fondamentaux est inéluctable. Et on peut espérer qu'avec ce retour certains grands dirigeants retrouveront des comportements plus en phase avec les valeurs qu'ils prônent pour leur entreprise ●

pendant la gestion chaotique de sa relève désignée. On se souvient du choix comme dauphine de la Sarroise Annegret Kramp-Karrenbauer qui s'est soldé par une Bérézina politique, cette dernière accumulant les échecs comme cheffe de la CDU puis comme ministre de la Défense.

Une nouvelle ère ne s'en ouvre pas moins. Après quatre législatures conduites strictement par une Luthérienne venue de l'Allemagne de l'Est, l'originalité des quatre candidats crédibles, en lice à Berlin, réside dans le fait qu'ils sont tous allemands occidentaux nés à l'Ouest de l'Elbe, catholiques romains ou issus du puissant Land de Rhénanie-Westphalie. Aucune de ces figures masculines ne soulève cependant l'enthousiasme.

Armin Laschet, en journaliste émérite, est tenu pour bon orateur. Mais si sa gestion du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, de facto le plus puissant d'Allemagne, est jugée globalement exemplaire, il lui a pourtant été récemment reproché d'avoir, au plus fort de la pandémie virale qui ébranle l'Allemagne, souvent perdu son sang froid.

Il s'est néanmoins amélioré au fil des jours se révélant comme l'homme de cœur et d'instinct qu'il est, dans un Land qu'il préside à l'affect, dans une réelle proximité humaine, n'oubliant pas ses racines puisées dans le pays minier de la Ruhr. C'est sur ces qualités que Laschet emporta le vote des délégués du parti, le 14 janvier 2021 et sut gagner la salle à sa cause alors même que, face à lui, Merz ne fut que brillant. Au point, dira-t-on à la cantonade, de rayonner froid.

Markus Söder, le ministre-président de la très catholique Bavière, mais de confession luthérienne, reste lui aussi dans la course à la candidature. Prudemment car il ne peut ignorer qu'en 1980, Frans-Josef Strauss, le seul Bavarois s'étant risqué dans une telle aventure, avait, au final, été battu par une coalition adverse sociale-libérale conduite par le social-démocrate Helmut Schmidt. Söder s'est déjà secrètement placé en soutien possible de Laschet pour, si l'opportunité lui en est offerte, aider le favori potentiel à faire mordre la poussière à Merz. Il espère cependant que les bons sondages dont il est crédité et un reflux de Laschet lui donnent l'opportunité de l'emporter dans cette compétition.

C'est d'ailleurs une hypothèse d'ores et déjà envisagée par Angela Merkel. Reçue chaleureusement, au mois de juillet 2020, par Markus Söder dans les fastes du château rococo bavarois de Herrenchiemsee, elle n'a cessé de vanter le tandem Nord / Sud harmonieux que pourrait former son hôte avec Laschet qui bien que né à Aix-la-Chapelle, a surtout étudié le journalisme à Munich. Le Bavarois croit-il à ses chances? Très sûrement. Pour la simple et bonne raison qu'il se sait plébiscité par l'ensemble des Allemands autant que par la chancellerie.

Au final, il n'est cependant pas moins exclu que Merz, résigné à ne pas planer au-dessus du lot, force néanmoins le passage en extrémisme. Il lui faut pour cela éviter que sa brillante rhétorique et dialectique ne nourrisse trop fortement le soupçon d'arrogance qui entache son personnage. Il lui faut aussi user de son talent de tacticien pour « polariser », ou, pour tout dire, « droitiser » les débats au sein de son propre parti.

Avec le dessin, arguent ses détracteurs les plus vivaces, d'espérer ainsi ravir à son profit, toute honte bue, afin d'être choisi comme candidat à la candidature par les 10 000 délégués désignés à cet effet, les quatre ou cinq points qui lui manquent, au sein de l'électorat droitier extrémiste de l'Afd (Alternative pour l'Allemagne).

A ce jour, et sans que la date soit encore connue, la question cruciale reste de savoir quel sera le mode de sélection du futur candidat démocrate-chrétien qui mènera la bataille lors des élections générales de septembre 2021. Celui-ci sera-t-il automatiquement Armin Laschet, fraîchement élu Président du Parti, ainsi que le propose son prédécesseur Annegret Kramp-Karrenbauer, dans le droit fil des pratiques antérieures? Ou le choix se portera-t-il plutôt sur une dissociation des fonctions de chef de parti et de chancelier? Avec pour conséquence la remise en selle, au même titre que Laschet, de ces indubitables candidats potentiels crédibles que sont Merz et Söder.

Cette dissociation est effectivement plausible. Elle déclenche, dans l'immédiat, éclats de voix et rapports de force. Ça a été notamment le cas lors d'une rencontre Lachet / Merz / Söder, à l'invitation du nouveau Président élu, qui se termina, suite à un déchaînement d'égos, en pugilat bruyant.

Nous sommes ainsi, en cette fin de janvier 2021, dans une confusion inédite avec des belligérants centraux, Laschet et Merz, départagés de justesse, dans le parti par un score serré de 53% contre 47%. Il faut prendre en considération l'âpre détestation de Merz par la chancellerie sortante que ce dernier lui rend bien. Merz hautain, mais pétri de talents, ne cesse de répéter que par contraste avec ses rivaux passésistes, il « joue pour le monde d'après ». Sans tabou, il ne s'interdit rien, y compris de rejoindre le parti libéral, partenaire d'appoint naturel de la démocratie-chrétienne, qu'il transformerait aisément en parti trouble fête. Il n'est pas sûr que l'actuelle pandémie lui en laisse le loisir.

Dans l'immédiat, Angela Merkel peut s'offrir le luxe de faire montre d'un sens de la provocation plus que surprenant. Dans une Allemagne si attachée à ses dogmes de prudence et de rigueur financiers, son fidèle porte-parole Helge Braun, très visiblement inspiré par elle, a pu se permettre d'évoquer la mise en place, pour les prochaines années, d'un « corridor dégressif » approprié pour traiter des endettements cumulés en souffrance. Un tel dispositif nécessiterait une modification de la constitution de Berlin, historiquement très restrictive sur ce plan. « Stupéfaction », « sacrilège »: telles ont été les réactions au sein des instances décisionnelles de la démocratie-chrétienne où l'endettement, également assimilé à un « poison », est considéré comme l'apanage des « pays du club med » méridionaux de l'Europe.

Cette confusion générale, l'illisibilité de la situation politique, ce déchaînement de passions et ces tâtonnements partisans ne sont pas nouveaux. On se souvient que ce fut déjà le cas il y a quatre ans au début de l'actuel mandat et que cela avait duré plusieurs semaines. A l'époque seule la mise en place d'une grande coalition droite / gauche entre la CDU et le SPD, avait permis à l'Allemagne déjà sévèrement déboussolée de ne pas perdre son Nord. Au moment où nous parlons, il est bien difficile de savoir quelle direction indiquera la boussole ●

REGARD D'EXPERT

Les ouvertures saoudiennes envers la nouvelle administration américaine



Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007.

En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Maintenant que la nouvelle administration américaine est installée, le Prince héritier saoudien Mohamed ben Salman tente de montrer au président Biden qu'il est un partenaire intéressant pour les Etats-Unis.

Il n'a d'ailleurs pas attendu le 20 janvier pour faire un certain nombre de gestes dans trois domaines :

1 / la politique étrangère

- au Yémen, il a proposé la création d'une zone-tampon à la frontière et a obtenu la réconciliation du gouvernement légitime yéménite avec les sécessionnistes du Sud, ce qui devrait faciliter la négociation avec les Houthis.
- il s'est réconcilié avec les Qataris, permettant de mettre un terme aux tensions au sein du Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe.

REGARD D'EXPERT

Défaillances de la modération des contenus sur les réseaux sociaux : la faute aux algos ?



Amélie GILLET

Diplômée du Master 2 Communication des Organisations de Sciences Po Rennes, Amélie Gillet s'est spécialisée dans les relations médias et les relations publiques à l'international au sein d'agences de communication. Elle occupait précédemment le

poste de Directrice de Clientèle au sein de l'agence Fargo où elle pilotait des stratégies de communication pour des comptes dans la finance et l'innovation. Amélie a rejoint Antidox en 2020 pour accompagner les clients du cabinet de conseil dans la conception et la mise en œuvre de leurs stratégies de communication et leurs projets digitaux.

Le 22 janvier dernier, un post Twitter de la militante féministe et antiraciste @Mélusine_2 se voit sanctionné par le réseau social quelques heures après sa publication. L'objet du délit ? Une question mettant le doigt sur un problème sociétal brûlant, à l'heure des mouvements #MeToo, #MeTooInceste ou encore #MeTooGay : « Comment fait-on pour que les hommes arrêtent de violer ? ». Des utilisateurs se seraient plaints à Twitter d'une publication qui mettrait illégalement tous les hommes dans le camp des violeurs. Des signalements ensuite modérés et validés par les algorithmes de la plateforme. Résultat : @Mélusine_2 a vu son compte suspendu pour « conduite haineuse », avec possibilité de le réactiver si, et seulement si, elle supprimait son post.

Suspension du compte @Mélusine_2 : la partie immergée de l'iceberg

Cette sanction, qui s'est par la suite étendue à d'autres comptes féministes ayant relayé l'information, a suscité de nombreuses réactions en ligne, la plupart soutenant la militante et interpellant Twitter sur les dessous de ses algorithmes. Entre le 22 et le 26 janvier, le compte de @Mélusine_2 a ainsi été mentionné pas moins de 24 000 fois, tandis que le hashtag #CommentFairePourQueLesHommesArretentDeViolentDevenir viral dès le 23 janvier et a comptabilisé presque 5 000 mentions en 4 jours.

Parmi ces réactions, des comptes féministes, comme celui de Caroline de Haas, à l'origine du collectif Nous toutes, mais pas que. Un tweet sur trois mentionnant le hashtag a été publié par... un homme. Face à cet emballement, les grands médias, comme France Inter ou Le Huffing-

- au sujet de l'Iran, son ministre des affaires étrangères a déclaré que l'Arabie pourrait être un partenaire de l'administration Biden dans la négociation d'un nouvel accord avec l'Iran, qui serait un « CPOA ++ », c'est-à-dire incluant - outre le nucléaire - les missiles balistiques et les « actions déstabilisatrices » de l'Iran au Moyen Orient. Son homologue qatari a proposé que l'émirat facilite ces discussions.
- concernant le processus de paix au Proche Orient, le royaume n'a pas objecté à la normalisation des relations diplomatiques des Emirats Arabes Unis et de Bahrein avec Israël et a autorisé le survol de son espace aérien à des avions israéliens.

2 / l'économie

- L'Arabie Saoudite a accepté une réduction volontaire de 1 million de barils/jour de sa production de brut afin de stabiliser le marché pétrolier.
- Mohamed ben Salman a présenté à la télévision son projet de ville « zéro carbone » (The Line) à NEOM et a fait un discours virtuel au Forum de Davos pour évoquer des opportunités d'investissements de 6.000 Mds\$ en Arabie. Il veut ainsi créer un nouveau momentum à son plan de diversification de l'économie saoudienne en attirant les investisseurs internationaux (notamment américains).

3 / les droits de l'Homme

- les procès des activistes Loujain Al Hathloul (droits de la femme) et Walid Fitaishi (médecin américano-saoudien) ont permis de réduire leurs peines et il est possible que des gestes supplémentaires soient faits prochainement.
- la presse saoudienne a mis en exergue le fait qu'en 2020 il n'y ait eu en Arabie « que » 27 exécutions capitales, soit une réduction de 85 % du nombre par rapport à l'année précédente (184), reflétant

la mise en oeuvre de la décision de supprimer la peine de mort pour les dealers de drogue et les mineurs (ainsi que les flagellations publiques). Elle rappelle aussi la réforme des manuels scolaires qui supprime l'appel à combattre les chrétiens, les juifs, les chiites et les homosexuels.

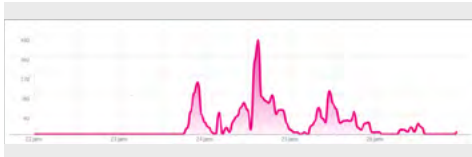
Tous ces éléments visent à montrer au nouveau locataire de la Maison Blanche que le Prince héritier saoudien est - contrairement à son image - un homme d'Etat fiable et pragmatique, capable de faire des compromis et à la tête d'un pays au fort potentiel économique.

Mohamed ben Salman sait qu'il doit « se rendre utile » au nouveau président américain, qui va avoir beaucoup à faire à l'intérieur (rassembler un pays divisé) et à l'extérieur (restaurer l'image des Etats-Unis). Il est conscient que l'Amérique est affaiblie, mais veut retrouver son leadership international, « par l'exemple » et sans s'engager dans des conflits extérieurs, notamment au Moyen Orient.

Le Prince héritier a en fait une carte importante dans sa main : la reconnaissance éventuelle d'Israël par l'Arabie Saoudite, gardienne des Lieux Saints de l'Islam et à l'origine de « l'initiative arabe de paix ». Il connaît les réticences de son père le Roi, de l'opinion publique saoudienne et arabe en général, mais il peut - conjointement avec les Emirats Arabes Unis, bien vus à Washington - accompagner la reprise du dialogue américano-palestinien et contribuer à une relance du processus de paix israëlo-arabe sur des bases plus équitables que le plan Kushner.

Naturellement, la France et l'Europe pourraient et devraient jouer un rôle majeur sur ce dossier, notamment en présentant de nouvelles idées prenant en compte l'évolution de la situation diplomatique et sur le terrain ●

ton Post, ne tardent pas à reprendre l'information, tandis que Mélusine continue de faire entendre sa voix grâce notamment à une tribune dans Libération le 29 janvier.



Mentions du hashtag #CommentFairePourQueLesHommesArretentDeViolentDevenir viral entre le 22 et le 26 janvier 2021

Entre-temps, Twitter s'est excusé mais la question est plus que jamais au cœur du débat : quelle réelle efficacité peut-on attendre des algorithmes de modération des réseaux sociaux ? Doit-on laisser toute puissance à ces logiciels qui manquent parfois de mise en contexte ? Car ce qui est arrivé à Mélusine est bien loin d'être anecdotique : toutes les plateformes comme toutes les sphères d'expression (et pas que militantes et politiques) sont concernées.

«Un algorithme n'est en réalité qu'une opinion intégrée aux programmes»

La mécanique des algorithmes comporte encore clairement certaines lacunes, à commencer par la compréhension du langage, si naturel aux êtres humains et pourtant si complexe à intégrer dans des outils technologiques. Distinguer une affirmation d'une dénonciation, identifier l'émotion ou le sarcasme, analyser le contexte entourant des mots-dés sensibles comme « viol » : un travail rendu plus qu'ardu pour un algorithme. D'autant plus face à des controverses sociétales faisant apparaître au grand jour l'expression d'opinions pour le moins différentes mais tout autant légitimes.

Car n'oublions pas qu'à l'origine des décisions de modération des plateformes, se trouvent bien souvent des signalements de membres. Stéréotyper l'ensemble des hommes en les catégorisant comme des violeurs, c'est ce qu'ont ainsi désapprouvé certains utilisateurs face au tweet de @Mélusine_2. Alors, qui doit l'emporter ? Un tweet dénonciateur ou la désapprobation d'un collectif ? Face à de telles complexités sociétales, comment peut-on attendre une prise de décision juste et irréprochable de la part de simples algorithmes ?

On aurait alors tort de pointer du doigt uniquement les failles techno-

logiques sans voir derrière elles les failles humaines. Comme l'explique la mathématicienne spécialiste de la question, Cathy O'Neil : « un algorithme n'est en réalité qu'une opinion intégrée aux programmes ». Car oui, derrière ces logiciels se cachent évidemment un important travail humain de conception et de modération, nécessairement biaisés. Cette importance du biais est à prendre en compte dès la création même des outils. Un rapport de l'Institut Montaigne publié en mars dernier rappelle ainsi très justement qu'en France, « la plupart des développeurs ont été formés aux mathématiques appliquées, aux statistiques et à l'informatique, sans formation spécialisée en sciences sociales ». Les complexités de nos enjeux sociétaux se retrouvent alors bien souvent les grands oubliés de la conception de ces algorithmes.

L'humain se retrouve ensuite au cœur du colossal travail de modération, nourrissant les algorithmes de leurs décisions. Facebook compterait ainsi au total 5 000 modérateurs, chacun évaluant environ 15 000 images par jour. Les milliers de travailleurs indépendants connectés chaque jour à la place de marché « Mechanical Turk » imaginée par Amazon - appelé aussi « mTurk » - contribueraient également à ajuster ces algorithmes. Leur rôle ? Réaliser des micro-tâches comme lire des tweets de femmes disant avoir été harcelées ou encore signaler des images choquantes.¹ Mais cette intervention humaine s'avère-t-elle réellement suffisante ? Dans l'affaire Mélusine, Twitter le reconnaît lui-même : « bien que nous nous efforcions d'assurer la cohérence de nos systèmes, il peut arriver que le contexte apporté habituellement par nos équipes manque, nous amenant à commettre des erreurs ».

En d'autres termes, il est temps de se pencher sur cette question cruciale de l'encadrement des algorithmes, et plus largement du contrôle de l'information sur les réseaux sociaux, qui ne cesse de devenir un enjeu toujours plus majeur de nos sociétés ultra connectées. L'une des premières pistes aujourd'hui explorées recouvre l'augmentation du nombre et de la diversité culturelle des modérateurs humains. Cet été, Facebook s'est ainsi engagé à ce que la moitié de son personnel soit composé de personnes issues des minorités visibles d'ici 2023. Mais cela voudra-t-il pour autant dire que la diversité des opinions sera suffisante ? Un autre axe sur lequel beaucoup de chemin reste encore à parcourir est celui de la transparence, sous-tendant de fait un vrai travail pédagogique réalisé par les plateformes sur les dessous de leurs algorithmes. Enfin, les gouvernements ont eux aussi un rôle à jouer. Un rôle qui s'incarne d'ores et déjà à travers les débats législatifs actuels en Europe comme Outre-Atlantique sur les sujets complexes de haine en ligne et de fake news où les algorithmes ont d'ores et déjà montré leurs limites. En France, un amendement, intégré au projet de « loi contre le séparatisme », remet cette année sur la table le vaste projet de régulation des réseaux sociaux... ●

1. « Le monde selon Amazon », Benoît Berthelot, 2019

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.